

Béquet à coller sur la partie correspondante de la Note Générale ACM n° 7 A' du 20 mars 1939.

COLLECTION TS

430LM 3/13

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

INSTRUCTION GÉNÉRALE

MT
VB 204 e

N° 1

Paris, le 20 mars 1939.

A

RÉDACTION DES CLAUSES DE RÉVISION A INSÉRER DANS LES MARCHÉS

La présente note a pour but de donner aux Services chargés de passer les marchés des instructions générales sur la manière dont doivent être rédigées les clauses de révision de prix.

Article 1. — Champ d'application de la présente note générale.

1. — Il appartient aux Services chargés de passer les marchés de déterminer s'il convient de traiter à prix ferme ou à prix révisable. Les Services devront arrêter leur décision en tenant compte de la durée du marché, de sa nature et de son importance et en outre de la mentalité des fournisseurs ou entrepreneurs susceptibles de soumissionner pour le travail ou la fourniture à exécuter. Il a été constaté en effet que, suivant les branches industrielles ou commerciales considérées, les soumissionnaires éventuels sont plus ou moins disposés à accepter des prix fermes ou inversement à admettre l'insertion de clauses de révision dans les marchés.

2. — On admettra qu'il n'y a pas lieu, en principe, d'introduire une clause de révision dans les marchés comportant une durée d'exécution inférieure ou égale à trois mois, ou donnant lieu à des ordres de livraison échelonnés sur trois mois au plus. En outre, il n'y aura pas lieu non plus, en principe, d'insérer une clause de révision dans tout marché d'un montant global au plus égal à 30 000 f, quelle que soit sa durée d'exécution.

Article 2. — Principes généraux.

3. — La règle générale qu'il conviendra de ne jamais perdre de vue dans la rédaction des clauses de révision est que celles-ci doivent fixer de la manière la plus précise les conditions dans lesquelles le prix révisé sera calculé. Tous les détails du mode de calcul des nouveaux prix devront être indiqués.

4. — Lorsqu'il sera procédé à un appel à la concurrence, la clause de révision sera intégralement mentionnée dans le Cahier des Charges spéciales ou l'appel d'offres, et, pour respecter l'égalité de traitement entre tous les soumissionnaires, aucune modification ne devra être apportée à la clause de révision postérieurement à l'appel à la concurrence. Toutefois, si une telle modification était reconnue nécessaire, elle devrait être portée à la connaissance de tous ceux des concurrents de la part desquels cette modification paraîtrait pouvoir provoquer des offres nouvelles susceptibles d'être acceptées.

5. — D'autre part, les clauses de révision devront viser, non pas l'augmentation éventuelle du prix de revient et du prix du marché, mais bien les variations de ces prix, sans distinction entre les variations en baisse et les variations en hausse. Les clauses de révision devront donc être intégralement réversibles.